

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
D'AUSSAC-VADALLE**

**deliberation :  
N° 2013\_23\_7**

L' an deux mille treize , le mardi 26 novembre à 18 h 30, le Conseil dûment convoqué, s'est réuni en Seance ordinaire Mairie, à , sous la présidence de Monsieur Gérard LIOT, Le Maire.

Nombre de conseillers en  
exercice : 10

Date de convocation du Conseil : 15 Novembre 2013

Présents : 8

Présents :

Votants : 8

**Titulaires** : Madame BIRONNEAU Marylène, Monsieur BRUNET Jacky, Madame COUSSAUD Béatrice, Madame GLEMAIN Martine, Madame GUILBAUD Marlyse, Monsieur LEGEAY Nicolas, Monsieur LIOT Gérard, Monsieur MONTASSIER Jean Pierre

**Objet : Subvention  
développement durable -  
M. DUPEUX Erick**

**Secrétaire de Séance** : Madame Béatrice COUSSAUD

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que par délibération du 04 septembre dernier, qu'il a été décidé de renouveler l'opération pour la subvention communale dans le cadre des économies d'énergie et du développement durable pour les dépenses faites par les propriétaires dans leur résidence principale située sur la commune.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'attribuer à M. DUPEUX Erick, la subvention relative au dossier de demande reçue le 21 novembre 2013. Le montant des équipements et des matériaux payés par M. DUPEUX Erick est de 1 430,54 € TTC pour la fourniture d'un poêle à granulés, pour un taux de subvention à 15 %.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de verser la somme de 214,58 € au titre de la subvention de développement durable à M. DUPEUX Erick.

Le Conseil après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Décide d'accepter le versement de 214,58 € au titre de la subvention du développement durable à M. DUPEUX Erick,
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet,

Pour : 8 Contre : 0 Abstention : 0

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.  
En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cette libération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication "ou affichage" ou sa transmission au représentant de l'Etat.

Fait et délibéré les mêmes ans, mois et jour que ci-dessus.  
Au registre sont les signatures  
Pour copie conforme,

Le Maire,  
Gérard LIOT